Assurance chômage UNEDIC 2014-2017



Ni régression, ni statu quo, mais des droits nouveaux!

Le chômage ne se réduit pas à un chiffre ni à une courbe : c'est la situation que vivent au quotidien de plus en plus de femmes et d'hommes, de familles. Les profits et les dividendes explosent mais le gouvernement et le patronat attaquent notre système de protection sociale. Cette dégradation se répercute sur l'emploi (salaires, conditions de travail), entraînant une

généralisation de la précarité, une forte dégradation des conditions de vies pour une masse croissante de chômeur-euses et précaires.

La situation est exceptionnelle : presque 6 millions de chômeur-euses, DOM-TOM compris, toutes catégories confondues. Pourtant, moins d'un-e chômeur-euse sur deux inscrit-e à Pôle Emploi touche une indemnisation alors que l'UNEDIC prévoit 63 200 chômeur-euses de plus pour 2014 ! Cette situation n'est plus tenable !

Nous, organisations de chômeur-euses, précaires, intermittent-es et syndicats, exigeons de nouveaux droits pour tous. Pas de modifications à la marge, mais une refonte totale du système d'indemnisation, seule à même de répondre à l'urgence sociale!

Nous refusons tout retour à la dégressivité et tout recul des droits des chômeur-euses! Permettre un revenu suffisant à tou-te-s est possible grâce à une autre répartition des richesses!

Cette réforme nécessite uniquement un peu de courage politique. Pour cela nous revendiquons :

- Un système d'indemnisation du chômage juste et équitable pour toutes et tous
- Un revenu personnel de remplacement décent pour toutes et tous, au minimum à hauteur de 80% du SMIC brut (allocations chômage et minima sociaux)
- L'ouverture du droit à l'indemnisation dès le 1er jour travaillé
- Les chômeur-euses et précaires ne sont pas des fraudeur-euses : arrêt immédiat des radiationssanctions, des indus et des contrôles abusifs !
- Le respect du droit à l'information des usagers par toutes les administrations
- L'arrêt des formations bidons! Plus de moyens pour des formations librement choisies
- Un Pôle Emploi à visage humain : plus de moyens, plus d'effectifs, plus d'informations pour un vrai service public de l'emploi. Stop à la sous-traitance et à la politique du chiffre !
- Le rétablissement du fonds social pour les chômeur-euses
- Augmentation des cotisations patronales et taxation substantielle de tout recours abusif aux contrats courts et précaires
- L'élargissement du financement de l'UNEDIC en taxant tous les revenus du capital
- Consulter les associations de chômeur-euses et précaires partout où leur sort se décide

À l'appel des organisations de chômeur-euses, précaires et intermittent-es : AC !, APEIS, MNCP, CIP-IdF, Recours Radiation et des syndicats Solidaires Sud Emploi, Sud Culture Solidaires, FSU/SNU Pôle Emploi.

Nous appelons à des actions unitaires, notamment à chaque jour des réunions de négociations : mardi 28 janvier, jeudis 13 et 27 février, 13 mars

Pour connaître les rendez-vous locaux et autres journées de mobilisations : rendez vous sur les sites des organisations signataires. N'hésitez pas à nous contacter!

Unédic: nous sommes tou-te-s concerné-es!

La réduction des droits au chômage, c'est la mise en concurrence accrue des travailleur-euses, qui permet aux employeurs de nous imposer une dégradation croissante des emplois. La précarité financière et la précarité des modes de vie gagnent du terrain, et nous touchent toutes et tous.

La mobilisation à l'occasion des renégociations Unédic doit prendre sa dimension politique réelle qui est celle d'une lutte contre la régression sociale, pour un autre partage des richesses, pour faire entendre qu'un autre modèle de société peut exister.

Le collectif national des organisations de chômeur-euses, précaires et intermittent-es : AC !, APEIS, MNCP, CIP-IdF, Recours Radiation et des syndicats Solidaires Sud Emploi, Sud Culture Solidaires, FSU/SNU Pôle Emploi, vous invite à rejoindre le mouvement :



mobilisations à chaque jour de réunion de négociation Unedic :

mardi 28 janvier, jeudis 13 et 27 février, 13 mars

à Paris : rendez-vous devant le Medef à 13h 55 avenue Bosquet, Métro école militaire pour partir vers les lieux où se joue vraiment notre quotidien

Deux réunions unitaires seront également organisées :

les lundis 17 Février et 3 Mars à 18h

à la bourse du travail (3 rue du chateau d'eau, Paris 10ème)

conviant l'ensemble des organisations impliquées dans la lutte pour une société plus solidaire, afin de construire ensemble un véritable front contre la précarité et le chômage et préparer une **mobilisation au moment de l'agrément** (fin mars/début avril).

À la fin des négociations, le gouvernement devra donner (ou non) son agrément au protocole proposé par les « partenaires sociaux ». Ni les discussions en cours à l'Unédic, ni les récentes déclarations gouvernementales annonçant encore une baisse des droits et de l'accès aux biens communs ne peuvent laisser espérer les changements nécessaires. Ce sera à nous de les imposer.

La mobilisation s'organise un peu partout en France

... peut-être aussi pas loin de chez-vous...

D'autres rendez-vous sont proposés par les organisations de ce collectif :

- mercredi 29 février Paris 18h, réunion à la bourse du travail organisée par AC!
- mardi 4 février Colmar l'après-midi appel MNCP
- jeudi 13 février Nantes anniversaire de la mort de Djamel Chaar AC!
- vendredi 14 février Paris mariage chômage-précarité action MNCP

<u>SUD Culture participe à des collectifs locaux</u> et souhaite plus généralement relayer l'ensemble des initiatives afin de favoriser la dynamique de cette mobilisation. Une liste des rendez-vous que nous avons pu recenser est accessible en première page de notre site (annonce Unédic) ou à ce lien : http://sud-culture.org/expressions/spip.php?article1667

Tenons-nous informé-es, informons sur cette nécessaire mobilisation.

Avec ou sans emploi, étudiant-e, retraité-e, français-e ou immigré-e, luttons pour de nouveaux droits!